

Les services offerts

Les services de réadaptation

Dans le cadre des programmes de réadaptation sociale et professionnelle, certains services peuvent être offerts et certains frais remboursés, notamment :

- les services d'intervention professionnelle (psychothérapie);
- les frais de protection (cours d'auto-défense, etc.);
- les services d'aide à domicile;
- les programmes de formation, de recyclage, de recherche d'emploi, etc.

Les professionnels consultés doivent être membres d'un ordre professionnel reconnu. Les honoraires sont remboursés selon les tarifs autorisés par la Direction de l'IVAC, en devises canadiennes.

Pour obtenir le remboursement des dépenses engagées, vous devez nous soumettre vos factures ou vos reçus originaux.

Vous désirez faire une demande!

Pour recevoir des indemnités ou bénéficier des services prévus par la *Loi sur l'IVAC* ou la *Loi visant à favoriser le civisme*, il faut remplir et signer le formulaire de *Demande de prestations* que l'on peut se procurer à la Direction de l'IVAC.

Pour tout renseignement, vous pouvez communiquer avec le personnel de la Direction de l'indemnisation des victimes d'actes criminels.

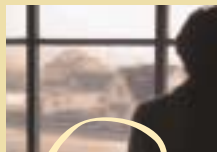
1199, rue De Bleury
C. P. 6056, succursale Centre-ville
Montréal (Québec) H3C 4E1
CANADA

Région de Montréal : **(514) 906-3019**

Sans frais, au Canada seulement :
1 800 561-4822

Télécopieur : **(514) 906-3029**

Le site Web de la Direction de l'IVAC
[www.ivac.qc.ca] sera en ligne
à l'automne 2002.



Un rayon d'espoir
pour les victimes d'actes criminels
et les sauveteurs



Information
à l'intention des personnes
ne résidant pas au Québec



Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels (LIVAC)
Loi visant à favoriser le civisme

A qui s'adressent ces régimes d'indemnisation

Sur le territoire québécois, toute personne blessée ou qui subit un préjudice matériel⁽¹⁾ à la suite :

- d'un acte criminel commis contre la personne⁽²⁾;
- d'un acte de civisme accompli en portant secours bénévolement à quelqu'un dont la vie est en danger;

peu importe son lieu de résidence au moment de l'événement, peut se prévaloir de la *Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels* (LIVAC) ou de la *Loi visant à favoriser le civisme*. En cas de décès, les personnes à sa charge peuvent recevoir des indemnités.

Une demande de prestations peut aussi être présentée si une personne est blessée, tuée ou subit un préjudice matériel en :

- aidant un agent de la paix qui procède à une arrestation ou qui tente de prévenir une infraction;
- arrêtant ou en tentant d'arrêter l'auteur d'une infraction;
- prévenant ou en tentant de prévenir une infraction.

L'application de ces lois relève de la Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST). La Direction de l'indemnisation des victimes d'actes criminels (IVAC) est, pour sa part, responsable du traitement des demandes de prestations.

(1) Selon certaines conditions, une somme maximale de 1000 \$ est accordée en cas de préjudices matériels.

(2) Les actes criminels doivent figurer sur la liste de l'annexe de la *Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels* pour que la victime soit admissible au régime.

Étude de la demande de prestations

Toute demande est analysée selon l'ensemble des informations fournies. Afin que la Direction de l'IVAC puisse se prononcer rapidement sur la recevabilité de votre demande, vous devez nous transmettre les renseignements suivants :

- expertises ou rapports médicaux et psychologiques relatifs à la blessure subie;
- procédures judiciaires (ex. : rapport de police, numéro de cause civile ou criminelle, déclaration de la victime, acquittement de l'agresseur, arrêt des procédures, jugement, etc.);
- noms et coordonnées des personnes qui ont été témoins de l'événement;
- noms d'organismes ou d'intervenants qui vous ont porté assistance (ex. : centre d'aide aux victimes d'actes criminels, procureur, policier, etc.).

Nous souhaiterions également connaître vos attentes envers notre organisme.

Délai

La demande de prestations doit en principe être **présentée dans l'année** où survient la blessure physique ou psychique ou le décès de la victime ou du sauveteur.

Il est important de noter que la Loi sur l'IVAC s'applique uniquement aux actes criminels commis depuis 1972.

Si vous soumettez une demande de prestations pour un événement survenu il y a plusieurs années, vous devrez probablement fournir un complément d'information pour permettre le traitement de votre dossier.

Prestations accordées

Les frais d'assistance médicale

Certains frais sont remboursables. Il s'agit notamment :

- du transport par ambulance;
- des médicaments;
- des frais de déplacement;
- des orthèses ou des prothèses;
- des soins dentaires;
- des traitements de physiothérapie.

La rente pour incapacité permanente

S'il subsiste des séquelles permanentes à la suite de ses traitements, la personne recevra une rente proportionnelle à son taux d'incapacité physique ou psychique.

Les indemnités de décès

Les personnes à charge de la victime ou du sauveteur décédé peuvent bénéficier d'une rente dont le montant est fixé en fonction du salaire de la victime ou du sauveteur.

Par ailleurs, une indemnité de 2000 \$ est accordée aux parents d'un enfant mineur décédé à la suite d'un acte criminel.

Toute personne qui a acquitté les frais funéraires de la victime ou du sauveteur peut obtenir un remboursement de 600 \$. Les frais de transport du corps peuvent également être remboursés jusqu'à concurrence de 500 \$.

Les indemnités suivantes ne sont pas accordées :

- les indemnités de remplacement de revenu d'emploi;
- les indemnités pour la perte de jouissance de la vie.